



# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **AU 30 JUIN 2010**

<b>Chiffres clefs consolidés.....</b>	<b>2</b>
<b>Rapport d'activité .....</b>	<b>4</b>
<b>États financiers consolidés.....</b>	<b>15</b>
<b>Attestation du Responsable du rapport financier semestriel.....</b>	<b>38</b>
<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....</b>	<b>39</b>

## Chiffres clefs consolidés

Au premier semestre 2010, les principaux chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

Activités poursuivies <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)	S1 2009 retraité	<b>S1 2010</b>	Variation (%)	Variation organique <sup>(2)</sup>
Volume d'affaires commercial HT <sup>(3)</sup>	17 052	<b>19 699</b>	+15,5%	
Chiffre d'affaires consolidé HT	12 688	<b>13 589</b>	+7,1%	+3,7%
Marge commerciale	3 285	<b>3 445</b>	+4,8%	
EBITDA <sup>(4)</sup>	802	<b>868</b>	+8,2%	+0,4%
Dotations aux amortissements nettes	(319)	<b>(327)</b>	-2,4%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	483	<b>541</b>	+12,0%	+1,5%
Autres produits et charges opérationnels	11	<b>(56)</b>		
Résultat financier, dont :	(168)	<b>(169)</b>	-0,3%	
Coût de l'endettement financier net	(165)	<b>(154)</b>	+7,1%	
Autres produits et charges financiers	(3)	<b>(15)</b>		
Résultat avant impôts	326	<b>316</b>	-3,1%	
Impôts sur les bénéfices	(71)	<b>(105)</b>		
Quote-part de résultats des entreprises associées	3	<b>10</b>		
Résultat net des activités poursuivies	258	<b>222</b>	-14,1%	
dont part du Groupe	229	<b>173</b>	-24,4%	
dont intérêts minoritaires	29	<b>48</b>		
Résultat net des activités abandonnées	3	<b>(7)</b>		
dont part du Groupe	0	<b>(7)</b>		
dont intérêts minoritaires	3	<b>0</b>		
Résultat net de l'ensemble consolidé	261	<b>214</b>	-17,9%	
dont part du Groupe	230	<b>166</b>	-27,8%	
dont intérêts minoritaires	31	<b>48</b>		
Résultat net normalisé, Part du Groupe <sup>(5)</sup>	188	<b>208</b>	+10,5%	

(1) Les actifs de Super de Boer ont été cédés. Les données 2009 ont été retraitées en conséquence.

(2) A périmètre comparable, taux de change constants et hors impact des cessions immobilières (OPCI) et avant reclassement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en charge d'impôt.

(3) Le volume d'affaires commercial HT totalise le chiffre d'affaires, pris à 100%, des sociétés qui entrent dans le périmètre de consolidation du Groupe dont, notamment, les sociétés mises en équivalence. Il intègre également le chiffre d'affaires réalisé sous enseigne par l'activité franchise.

(4) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants

(5) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents (cf. annexe).

## Faits marquants

---

- Le **17 janvier 2010**, les autorités vénézuéliennes ont ordonné la nationalisation des hypermarchés Exito exploités au Venezuela. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les intérêts de Casino au Venezuela ne sont plus consolidés par intégration globale et ont été reclassés en « actifs détenus en vue de la vente » en application de la norme IFRS 5.  
Les discussions avec le gouvernement vénézuélien se poursuivent en vue de la cession d'une participation majoritaire au capital de Cativen.
- Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, Casino a réalisé deux opérations d'échanges obligataires pour un montant total d'environ 1,4 milliard d'euros.  
La première, lancée le 26 janvier 2010, et portant sur les obligations venant à échéance en 2012 et 2013, s'est clôturée le **8 février 2010**. En contrepartie des titres apportés, une nouvelle souche obligataire d'un montant de 888 millions d'euros à échéance février 2017 a été émise sur la base d'un taux équivalent à mid swap +135 points de base. Le montant apporté s'est élevé à environ 1,5 milliards d'euros (près de deux fois le montant proposé) et a permis de réduire les échéances obligataires des années 2012 et 2013 de respectivement 440 et 354 millions d'euros.  
La seconde, lancée le 20 avril 2010 et portant sur les obligations venant à échéance en 2011, 2012 et 2013, s'est clôturée le **11 mai 2010**. En contrepartie des titres apportés, une nouvelle souche obligataire d'un montant de 508 millions d'euros à échéance novembre 2018 a été émise sur la base d'un taux équivalent à mid swap +160 points de base. Les échéances obligataires des années 2011, 2012 et 2013 ont ainsi été réduites de respectivement 190, 156 et 127 millions d'euros.  
Ces deux opérations ont permis d'améliorer sensiblement le profil de la dette du Groupe et de porter la maturité moyenne de la dette obligataire de 2,9 années à 4,4 années.
- Début **juin 2010**, Casino a vu sa participation dans Grupo Pão de Açúcar (GPA) passer de 33,4% à 33,7% suite à l'approbation, lors de l'assemblée générale de GPA le 29 avril 2010, de l'émission de 1,1 millions d'actions préférentielles au profit de Casino. Cette émission, qui représente un montant de 67 millions de Reais<sup>(1)</sup> (30 millions d'Euros) s'inscrit dans le cadre de l'accord signé en mai 2005 avec la famille d'Abilio Diniz aux termes duquel le groupe Casino a apporté à GPA, fin 2006, le goodwill d'acquisition généré à l'occasion de ses prises de participations successives dans la société.  
L'amortissement du goodwill apporté engendrera une économie totale d'impôts pour GPA de 517 millions de Reais (soit 235 millions d'euros) sur une période estimée de 6 ans, à compter de 2008. En échange de cet apport, GPA s'est engagée à rétrocéder à Casino 80% de l'économie fiscale réalisée via l'émission d'actions préférentielles nouvelles de GPA au profit de Casino.  
Au terme de la période d'amortissement du goodwill, sur la base du cours de bourse actuel de GPA, l'intérêt économique de Casino dans GPA serait porté à environ 35%<sup>(2)</sup>.
- Le **1<sup>er</sup> juillet 2010**, GPA et Casas Bahia ont signé un avenant à leur accord initial de partenariat. Dans cet avenant, les deux parties ont convenu de réviser certains termes, sans modifier les principes généraux de l'accord signé en décembre dernier. Les parties estiment que la mise en œuvre de ce partenariat devrait être effective d'ici novembre 2010.  
Ce partenariat stratégique permettra à GPA de consolider sa position de N°1 de la distribution au Brésil. Casino se félicite de cet accord qui confirme l'importance stratégique de GPA et du Brésil pour le Groupe.

(1) Sur la base d'un cours de 60,39 Reais par action, correspondant au cours moyen pondéré par les volumes des 15 dernières séances avant la date de convocation de l'Assemblée générale

(2) Dans l'hypothèse où les actionnaires minoritaires exerceraient leurs droits préférentiels de souscription, GPA rémunérera en partie la quote-part d'économie fiscale réalisée en numéraire et l'augmentation du pourcentage de détention économique de Casino dans GPA sera donc moindre

## Rapport d'activité

---

- Les résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2010 confirment le bon positionnement du portefeuille d'actifs du Groupe.
- Le chiffre d'affaires consolidé progresse de +7,1%.  
Les taux de change ont eu un impact favorable de +4,5%, résultant de la forte appréciation des devises brésilienne, colombienne et thaïlandaise par rapport à l'Euro. L'effet périmètre est négatif de -1,1%, l'impact positif de l'intégration de Ponto Frio au sein de Grupo Pão de Açúcar (GPA) étant compensé par la déconsolidation du Venezuela.
- La croissance des ventes en organique\* s'élève à +3,7% (+2,8% hors essence), marquant une accélération par rapport à 2009 (-0,1% hors essence), tant en France qu'à l'International.
  - Les ventes en France sont en hausse de +1,0% en organique\*, stables hors essence (-0,3%). Cette amélioration sensible par rapport à 2009 (-2,7% hors essence) résulte de la bonne performance des formats de proximité et du redressement des ventes à magasins comparables de Leader Price au 2<sup>ème</sup> trimestre. Cdiscount confirme son dynamisme avec une croissance à deux chiffres de ses ventes en organique\*.
  - A l'international, la croissance organique\* s'est établie sur un rythme proche de 10% (+9,8%), portée par le dynamisme des deux zones prioritaires (Amérique du Sud et Asie).
- Le résultat opérationnel courant progresse de +12,0%, +5,7% avant reclassement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE\*\*) en impôts, porté par la forte croissance du résultat de l'international.
- La marge opérationnelle courante est en hausse de +18bp à 4,0% (-8bp en organique\*) :
  - La marge opérationnelle de la France diminue de -26bp en organique\* sous l'effet notamment de la relance commerciale.
  - La marge opérationnelle de l'International progresse de +30bp en organique\*, reflétant l'amélioration de la marge de l'Amérique du sud et la hausse sensible de la rentabilité en Asie.

\* à périmètre comparable et taux de change constant, hors impact des cessions immobilières (OPCI) et avant reclassement de la taxe professionnelle (CVAE) en impôts

\*\* Le Groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France suite au changement fiscal lié à la loi de finances 2010 votée le 30 décembre 2009 et supprimant l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle :  
- à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge relative à la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) est présenté sur la ligne « impôt sur le résultat », conformément à la position retenue par le Groupe et aux dispositions d'IAS 12  
- ce reclassement, qui a un impact favorable de 31M€ sur l'EBITDA et le ROC, est neutre sur le résultat net.

## FRANCE

(63% du chiffre d'affaires HT et 64% du ROC consolidés du groupe Casino)

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2009	1 <sup>er</sup> sem. 2010	Variation (%)	Variation organique
<b>Chiffre d'affaires HT</b>				
<b>FRANCE</b>	8 530	<b>8 596</b>	+0,8%	+1,0%
Franprix-Leader Price	2 018	<b>2 015</b>	-0,1%	-0,1%
Monoprix	905	<b>940</b>	+3,8%	+3,8%
Casino France	5 607	<b>5 641</b>	+0,6%	+0,9%
<b>Résultat opérationnel courant (ROC)</b>				
<b>FRANCE</b>	338	<b>347</b>	+2,4%	-5,5%
Franprix-Leader Price	132	<b>116</b>	-12,1%	-15,3%
Monoprix	59	<b>68</b>	+16,0%	+8,9%
Casino France	148	<b>163</b>	+10,0%	-2,7%
<b>Marge opérationnelle courante</b>				
<b>FRANCE</b>	4,0%	<b>4,0%</b>	+7bp	-26bp
Franprix-Leader Price	6,5%	<b>5,7%</b>	-78bp	-98bp
Monoprix	6,5%	<b>7,2%</b>	+76bp	+32bp
Casino France	2,6%	<b>2,9%</b>	+25bp	-9bp

**Le chiffre d'affaires** des activités françaises s'est élevé à 8 596 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 8 530 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en hausse de +0,8%.

Le 1<sup>er</sup> semestre a été marqué par une amélioration de l'activité en France, avec des ventes en hausse de +1,0% en organique (-0,3% hors essence).

**Le résultat opérationnel courant** s'élève à 347 millions d'euros. Avant reclassement de la CVAE en impôt (impact positif de +29M€), il s'établit à 317M€, en baisse de -5,5% en organique sous l'effet notamment de la relance commerciale. La marge opérationnelle courante est ainsi en recul de -26bp en organique.

Par format, on notera les points suivants :

- Les ventes de **Franprix/Leader Price** sont stables sur le semestre à 2 015 millions d'euros (contre 2 018 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009).
  - Les ventes à magasins comparables de **Leader Price** se sont redressées de manière significative au 2<sup>ème</sup> trimestre: -1,4% vs -10,8% au 1<sup>er</sup> trimestre. Les initiatives commerciales mises en œuvre par l'enseigne depuis le début de l'année (repositionnement tarifaire et renforcement significatif de la communication) ont ainsi permis de renforcer la dynamique commerciale comme en témoignent l'amélioration du trafic et du panier. L'enseigne a commencé à déployer son nouveau concept de magasin dont les résultats sont très satisfaisants. A fin juin, 25 magasins ont ainsi été rénovés. Elle a par ailleurs poursuivi sa politique d'expansion, avec 18 ouvertures depuis le début de l'année, et de rationalisation du parc. Le rythme d'expansion du réseau et de déploiement du nouveau concept s'accélérera au 2<sup>ème</sup> semestre.
  - Les ventes à magasins comparables de **Franprix** progressent de +1,3%, portées à la fois par la hausse du trafic et du panier. L'enseigne continue de bénéficier du succès de son nouveau concept de magasin dont elle poursuit le déploiement : 152 magasins rénovés à date. L'expansion a été soutenue avec 53 magasins ouverts depuis le début de l'année. La contribution de l'expansion à la croissance s'est accrue au 2<sup>ème</sup> trimestre, permettant aux ventes de l'enseigne de croître de plus de 10% au 2<sup>ème</sup> trimestre.
  - La marge opérationnelle courante de Franprix-Leader Price est en retrait de -98bp en organique.

- Les ventes de **Monoprix** progressent de +3,8% à 940 millions d'euros (contre 905 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009), portées d'une part par une performance très satisfaisante à magasins comparables (+2,2%), d'autre part, par la poursuite du développement de l'enseigne.  
L'évolution à magasins comparables reflète une bonne performance tant en alimentaire qu'en non alimentaire, en dépit du décalage des soldes d'été (début des soldes le 30 juin en 2010 contre le 24 juin en 2009). Les nouveaux formats, Naturalia et Monop' ont fait preuve de dynamisme.  
Au 1<sup>er</sup> semestre, 6 citymarchés, 4 Monop' et 3 Naturalia ont été ouverts.  
La marge de Monoprix s'améliore sensiblement (+32 bp en organique).
  
- **Casino France**
  - Les ventes des hypermarchés **Géant Casino** sont en baisse de -1,5% à 2 549 millions d'euros (contre 2 588 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009). Hors essence, les ventes à magasins comparables sont en retrait de -5,8%. Le panier moyen recule de -0,9%, le trafic de -5,0%. L'enseigne a poursuivi au 1<sup>er</sup> semestre ses plans d'action en alimentaire et en non alimentaire visant à renforcer sa dynamique commerciale.  
Les ventes en alimentaire sont en baisse de -5,5%. Le réinvestissement progressif des gains achats dans les prix de mars à juin a permis à l'enseigne de renforcer sa compétitivité tarifaire reflétée par l'amélioration sensible des indices prix à fin juin.  
En non alimentaire, l'enseigne a poursuivi son travail de repositionnement de l'offre sur les catégories de produits les plus porteuses. En particulier, le multimédia et le petit électroménager ont enregistré une croissance soutenue de leurs ventes. Les ventes en non alimentaire s'inscrivent en retrait de -6,6%, pénalisées par le décalage des soldes d'été.
  
  - **Casino Supermarchés** enregistre des ventes en hausse de +3,4% à 1 660 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 1 605 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009. A magasins comparables, les ventes diminuent de -1,0% (hors essence). L'enseigne a poursuivi sa politique d'expansion avec 5 ouvertures au 1<sup>er</sup> semestre.  
Les ventes totales hors essence progressent de +0,9%.
  
  - Les **supérettes** affichent des ventes à 721 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 731 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en baisse de -1,4%. L'expansion s'est progressivement accélérée avec 201 ouvertures au 1<sup>er</sup> semestre. 116 magasins ont par ailleurs été fermés sur la période.
  
  - Les **autres activités**, qui incluent principalement Cdiscount, Mercialys, Banque Casino et Casino Restauration, ont réalisé un chiffre d'affaires de 712 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 683 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en hausse de 4,2% (+6,8% en organique). Cette hausse est portée notamment par la croissance à deux chiffres des ventes de Cdiscount en organique.
  
  - La marge de **Casino France** est en retrait de -9bp en organique sous l'effet de la baisse de la marge de Géant. Casino Supermarchés et les supérettes ont affiché une rentabilité solide. Mercialys a enregistré une croissance à deux chiffres de son résultat opérationnel courant.

## INTERNATIONAL

(37% du chiffre d'affaires HT et 36% du ROC consolidés du groupe Casino)

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2009	1 <sup>er</sup> sem. 2010	Variation (%)	Variation organique
Chiffre d'affaires HT	4 158	4 993	+20,1%	+9,8%
Résultat opérationnel courant	145	194	+34,5%	+18,6%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	3,5%	3,9%	+42bp	+30bp

Les ventes de l'International sont en hausse de +20,1%.

La forte appréciation des devises brésilienne, colombienne et thaïlandaise par rapport à l'euro a contribué favorablement à hauteur de +13,8%. La déconsolidation du Venezuela n'a été qu'en partie compensée par l'intégration de Ponto Frio au sein de Grupo Pao de Açucar résultant en un effet périmètre négatif de -3,5%. Retraitée de ces effets, la croissance organique de l'International ressort à +9,8% et marque ainsi une accélération par rapport à 2009 (+4,9%).

Le résultat opérationnel courant de l'International s'est établi au 1<sup>er</sup> semestre à 194 millions d'euros contre 145 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en hausse de +34,5%. Cette forte progression résulte à la fois d'un impact favorable des changes et d'une croissance organique robuste des ventes dans les deux zones prioritaires (Amérique du Sud et Asie). En organique, le ROC est en hausse de +18,6%.

La marge opérationnelle courante progresse de +42bp à 3,9% vs 3,5% au 1<sup>er</sup> semestre 2009 reflétant l'amélioration de la marge de l'Amérique du Sud et une hausse sensible de la rentabilité en Asie.

En organique, la marge opérationnelle s'inscrit en hausse de +30bp.

La contribution de l'international s'est ainsi significativement accrue et a représenté au 1<sup>er</sup> semestre 37% du chiffre d'affaires et 36% du résultat opérationnel courant du Groupe.

### Amérique du Sud

*Brésil (GPA consolidé par intégration proportionnelle à hauteur de 33,7%) ;*

*Argentine*

*Uruguay*

*Colombie*

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2009	1 <sup>er</sup> sem. 2010	Variation (%)	Variation organique
Chiffre d'affaires HT	2 891	3 609	+24,8%	+12,2%
Résultat opérationnel courant	94	132	+40,4%	+20,1%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	3,2%	3,7%	+41bp	+25bp

Les ventes de l'Amérique du Sud s'établissent à 3 609 millions d'euros contre 2 891 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, soit une hausse de +24,8%.

Hors impact change et effet périmètre, l'Amérique du Sud enregistre une croissance organique à deux chiffres (+12,2%), portée par le fort dynamisme des ventes à magasins comparables (+9,8%) de l'ensemble de la zone.

Au **Brésil**, les ventes à magasins comparables de GPA connaissent une croissance élevée à +14,6%\* reflétant une bonne performance en alimentaire ainsi qu'en non alimentaire.

\* Données publiées par la société

Les ventes de la société progressent de +44,6%\* au 1<sup>er</sup> semestre sous l'effet de l'intégration de Ponto Frio, qui a affiché une très forte croissance sur la période (+69,5%\*). Les ventes de produits électroniques ont notamment bénéficié de l'impact favorable de la Coupe du monde. La société a par ailleurs accéléré son rythme d'expansion : 22 magasins ont ainsi été ouverts depuis le début de l'année.

Le 1<sup>er</sup> semestre a également été marqué par la finalisation de l'accord de joint-venture entre Ponto Frio et Casas Bahia. Cet accord, dont la mise en œuvre sera effective d'ici novembre 2010, représente une étape stratégique majeure dans le renforcement du leadership de GPA au Brésil. La société deviendra en effet le leader incontesté de la distribution de produits électroniques-électroménagers au Brésil avec une part de marché de plus de 23%.

En **Colombie**, les ventes à magasins comparables d'Exito connaissent une accélération sensible depuis le début de l'année. A fin juin, elles progressent ainsi de +3,6%\* contre -4,1% à fin 2009. Cette amélioration traduit le renforcement des initiatives commerciales (succès des opérations promotionnelles, développement de la marque propre). Dans le cadre de la politique d'expansion et de rationalisation de son parc, 2 magasins ont été ouverts, dont un hypermarché Exito, et 14 magasins convertis.

Le chiffre d'affaires de la Colombie ressort en hausse de +4,6%\*.

L'**Argentine** et l'**Uruguay** continuent d'enregistrer une performance satisfaisante à magasins comparables.

Le résultat opérationnel courant de l'Amérique du Sud s'est élevé à 132 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 94 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009. En organique, le ROC progresse de +20,1%.

La marge de l'Amérique du Sud s'améliore de +41bp. La déconsolidation du Venezuela, dont la marge était inférieure à celle de la zone, a eu un impact favorable. Cet impact a été en partie compensé par la consolidation de Ponto Frio dont la marge reste inférieure à celle de la zone, bien qu'en amélioration sensible. En organique, la marge de l'Amérique du Sud progresse de +25bp traduisant la solidité de la marge du Brésil hors Ponto Frio et une amélioration sensible de la rentabilité en Colombie.

## Asie

### Thaïlande

### Vietnam

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2009	1 <sup>er</sup> sem. 2010	Variation (%)	Variation organique
Chiffre d'affaires HT	865	970	+ 12,1%	+6,4%
Résultat opérationnel courant	43	55	+29,3%	+22,1%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	4,9%	5,7%	+75bp	+73bp

Les ventes de l'Asie sont en hausse de +12,1% à 970 millions d'euros, contre 865 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009. En organique, l'Asie maintient un rythme de croissance robuste (+6,4%), portée par une croissance à magasins comparables de +5,0%.

La croissance des ventes à magasins comparables de Big C en **Thaïlande** a été très satisfaisante, en dépit des troubles politiques intervenus au cours de la période. Big C a dû fermer provisoirement son magasin de Rajdamri victime d'un incendie suite aux émeutes en mai 2010. Big C a néanmoins ouvert 2 magasins sur l'exercice.

Le **Vietnam** maintient une croissance très soutenue de ses ventes, confirmant le potentiel de développement du pays. Un hypermarché a été ouvert sur la période portant à 10 le nombre de magasins.

Le résultat opérationnel courant de l'Asie progresse de +29,3% à 55 millions d'euros (+22,1% en organique). La marge de l'Asie s'améliore de +73bp en organique sous l'effet de l'amélioration de la marge en Thaïlande et d'une hausse significative de la rentabilité au Vietnam.

\* Données publiées par les sociétés



## Autres Secteurs International

Océan indien

Pologne

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2009	1 <sup>er</sup> sem. 2010	Variation (%)	Variation organique
Chiffre d'affaires HT	402	414	+3,0%	+2,8%
Résultat opérationnel courant	8	8	n.a.	n.a.
<i>Marge opérationnelle courante</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>

Les « Autres secteurs » incluent principalement l'Océan indien et les activités immobilières du Groupe en Pologne.

Les ventes à magasins comparables de l'**océan indien** sont en hausse de +1,8% reflétant l'amélioration de tendance enregistrée au 2<sup>ème</sup> trimestre, sous l'effet notamment du succès des opérations commerciales et l'impact favorable de la Coupe du monde sur les ventes en non alimentaire.

Les ventes en organique progressent de +3,3%.

Le résultat opérationnel courant des Autres secteurs International est stable.

# Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

## Principales variations du périmètre de consolidation et effets associés

- Consolidation de la société Ponto Frio au sein de GPA depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009,
- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Venezuela n'est plus consolidé par intégration globale au sein du Groupe.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2010 s'est élevé à 13 589 millions d'euros, contre 12 688 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, soit une hausse de +7,1%.

### Principaux effets de change

L'impact change a été favorable de +4,5% reflétant la forte appréciation des devises brésilienne, colombienne et thaïlandaise par rapport à l'euro.

### Principaux effets de périmètre

L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est négatif de -1,1%, l'impact positif de la consolidation de Ponto Frio au sein de GPA au Brésil étant compensé par la déconsolidation du Venezuela.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

## Résultat opérationnel courant (ROC)

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2010 s'est élevé à 541 millions d'euros, en hausse de +12,0% par rapport au premier semestre 2009.

Le reclassement de la CVAE en charge d'impôt a eu un impact positif de +6,3%. L'impact des changes est positif de +4,9%. Les variations de périmètre ont eu un impact défavorable de -0,8%.

Retraité de l'ensemble de ces effets, le résultat opérationnel courant affiche une progression en organique de +1,5%.

L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

## Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître une charge nette de 56 millions d'euros au premier semestre 2010 contre un produit de 11 millions d'euros au premier semestre 2009.

La charge nette de 56 millions d'euros au premier semestre 2010 comprend principalement :

- des résultats sur cession d'actifs de 15 millions d'euros ;
- des provisions et charges pour restructuration pour (36) millions d'euros (résultant principalement du plan de rationalisation des réseaux de magasins du segment Casino France) ;
- des provisions et charges pour litiges et risques pour (25) millions d'euros ;
- des pertes nettes de valeur des actifs pour (1) million d'euros ;
- des charges diverses pour (9) millions d'euros.

Le produit de 11 millions d'euros au premier semestre 2009 comprenait principalement :

- des résultats sur cession d'actifs pour 109 millions d'euros (dont 139 millions d'euros de plus-value sur la distribution de titres Mercialys et une moins-value de 28 millions d'euros sur la cession de la participation dans Easy Colombia),
- des provisions et charges pour restructuration pour (42) millions d'euros,
- des provisions et charges pour risques divers pour (40) millions d'euros,
- des provisions et charges pour litiges pour (21) millions d'euros,
- des pertes nettes de valeur d'actifs pour 6 millions d'euros.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, le **résultat opérationnel** s'établit à 485 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 494 millions d'euros au premier semestre 2009, soit une baisse de -1,9%.

### **Résultat avant impôt**

Le **résultat avant impôt** s'élève à 316 millions d'euros au premier semestre 2010 (contre 326 millions d'euros au premier semestre 2009), en retrait de -3,1%. Ce résultat tient compte du résultat financier de la période qui fait apparaître une charge nette de 169 millions d'euros (contre une charge nette de 168 millions d'euros au premier semestre 2009) et qui est composé:

- du coût de l'endettement financier net de 154 millions d'euros, en baisse par rapport au premier semestre 2009 (165 millions d'euros), sous l'effet principalement de la baisse de la dette du Groupe,
- des autres produits et charges financiers pour une charge nette de 15 millions d'euros (contre une charge nette de 3 millions d'euros au premier semestre 2009).

### **Résultat net, part du Groupe**

L'**impôt sur les bénéfices** s'est élevé à 105 millions d'euros, représentant 33,1% du résultat avant impôt (contre 71 millions d'euros au premier semestre 2009). Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux effectif d'impôts s'élève à 34,6% vs 29,9% en 2009. Avant reclassement de la CVAE en impôts, le taux normatif d'impôts s'établit à +28,9%.

La **quote-part de résultat des entreprises associées** s'est élevée à 10 millions d'euros (contre 3 millions d'euros au premier semestre 2009).

Les **intérêts minoritaires** se sont établis à 48 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 29 millions d'euros au premier semestre 2009 (46 millions d'euros ajusté de la régularisation du partage du résultat de Franprix-Leader Price au titre de la période du 29 avril au 31 décembre 2008). La progression des intérêts minoritaires reflète notamment la hausse des résultats de Mercialys et d'Exito.

En conséquence des éléments précédents, le **résultat net part du Groupe des activités poursuivies** s'est élevé à 173 millions d'euros au premier semestre 2010 (contre 229 millions d'euros au premier semestre 2009), soit une baisse de -24,4%.

Le **résultat net part du Groupe des activités abandonnées** est négatif de 7 millions d'euros au premier semestre 2010. Il se constitue essentiellement de charges associées aux activités cédées sur les précédents exercices. Au 1<sup>er</sup> semestre 2009, il était nul.

Le **résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé** s'établit ainsi à 166 millions d'euros (contre 230 millions d'euros au premier semestre 2009), en baisse de -27,8%.

Le **résultat net normalisé part du Groupe** des activités poursuivies ressort à 208 millions d'euros à fin juin 2010 contre 188 millions d'euros à fin juin 2009, en hausse de +10,5%. (cf annexe)

## Flux de Trésorerie

La **capacité d'autofinancement** est en hausse de +2,2% à 583 millions d'euros contre 570 millions d'euros au premier semestre 2009.

La **variation du BFR** est négative de (901) millions d'euros quasi-stable par rapport à 2009 (-916 millions d'euros).

Au premier semestre 2010, le Groupe a procédé à 348 millions d'euros d'**investissements courants** (contre 457 millions d'euros au premier semestre 2009) reflétant la discipline du Groupe en matière d'investissements. L'expansion s'accélèrera au second semestre. Elle sera centrée en France sur les formats les plus porteurs et peu consommateurs de cash (Casino Supermarchés, Monoprix, Franprix et Leader Price). A l'international, les filiales poursuivent une politique d'expansion ambitieuse.

Les **acquisitions** de la période ont représenté 68 millions d'euros.

Les **cessions** de la période ont représenté 19 millions d'euros.

## Situation financière

Au 30 juin 2010, la **dette financière nette** du Groupe s'est établie à 5 368 millions d'euros contre 4 072 millions d'euros au 31 décembre 2009. Au 30 juin 2009, elle s'était élevée à 6 003 millions d'euros. Le ratio de DFN/EBITDA<sup>(1)</sup> ressort à 2,8x vs 3,2x au 30 juin 2009.

Les **capitaux propres** du Groupe s'élèvent à 8 326 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 7 919 millions proforma au 31 décembre 2009. Le ratio de dette financière nette sur fonds propres s'est amélioré significativement à 64,5% au 30 juin 2010 (contre 84% au 30 juin 2009) reflétant la baisse de la dette et la hausse des fonds propres sous l'effet des écarts de conversion liés à l'appréciation des devises.

Le profil de la dette du Groupe s'est sensiblement amélioré notamment grâce aux deux opérations d'échanges obligataires réalisées depuis le début de l'année pour un montant total d'environ 1,3 milliard d'euros. Ces opérations ont par ailleurs permis de rallonger la maturité moyenne de la dette obligataire de 2,9 à 4,4 années.

(1) DFN : Dette Financière Nette ; EBITDA : résultat opérationnel courant + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants (sur 12 mois glissants)

## Perspectives et Conclusion

Les résultats du 1er semestre confirment le bon positionnement du portefeuille d'actifs du Groupe. Les activités à l'international ont enregistré une croissance élevée et ont augmenté sensiblement leur contribution au résultat opérationnel courant. En France, les ventes ont renoué avec la croissance sous l'effet d'un mix de formats favorable et des plans de relance commerciale.

Casino vise le renforcement de ses parts de marché en France, grâce à l'amélioration de la compétitivité prix de ses enseignes et à l'accélération de l'expansion sur les formats de proximité et de discount. A l'international, la qualité des actifs du Groupe, sur des pays à fort potentiel, permet d'anticiper une croissance élevée et rentable en 2010 et au-delà.

Le Groupe confirme son objectif d'un ratio DFN/EBITDA inférieur à 2,2x à fin 2010, notamment par la poursuite du plan de cessions d'actifs d'1 milliard d'euros.

Ces informations constituent des objectifs et des perspectives que le Groupe estime reposer sur des hypothèses raisonnables. Elles ne peuvent être utilisées pour établir une prévision de résultat. Elles sont par ailleurs soumises aux risques et incertitudes inhérents aux activités exercées, les résultats réels du Groupe peuvent donc différer de ces objectifs et perspectives. Pour une description plus détaillée de ces risques et incertitudes, il convient notamment de se référer au Document de Référence 2009 du Groupe.

## Evènements postérieurs à la clôture

- Le **27 juillet 2010**, le Groupe Casino a annoncé la signature d'un partenariat de long terme dans les produits et services financiers en France avec le Groupe Crédit Mutuel-CIC au travers de sa filiale Banque Casino.  
Ce partenariat se traduira par la montée au capital du Groupe Crédit Mutuel-CIC dans Banque Casino à hauteur de 50%. Banque Casino est aujourd'hui détenue à 60% par Casino et à 40% par LaSer Cofinoga. Casino a exercé l'option d'achat dont il dispose sur les titres détenus par LaSer Cofinoga. Ces titres, ainsi que 10% du capital de Banque Casino détenus aujourd'hui par Casino, seront vendus au Crédit Mutuel.  
La réalisation de l'opération devrait intervenir dans les prochains 18 mois.  
Ce projet est soumis à l'approbation des autorités règlementaires compétentes.

Les évènements postérieurs à la clôture sont détaillés dans la Note 16 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels.

## Annexe : Passage du résultat net publié au résultat net normalisé \*

\*Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie Principes Comptables de l'annexe annuelle aux comptes consolidés et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents.

Les éléments financiers non récurrents regroupent certains instruments financiers constatés en résultat dont la juste valeur peut être très volatile. A titre d'exemple, les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture et des dérivés incorporés sur le cours de l'action Casino sont ainsi retraités du Résultat net normalisé.

Les produits et charges d'impôts non récurrents correspondent aux effets d'impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d'impôt non récurrents. Ainsi la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d'euros	S1 2009 publié	éléments retraités	S1 2009 normalisé	S1 2010 publié	éléments retraités	S1 2010 normalisé
Résultat opérationnel courant	483	0	483	541	0	541
Autres ch. et pdts opérationnels	11	(11)	0	(56)	56	0
Résultat opérationnel	494	(11)	483	485	56	541
Coût de l'endettement financier net <sup>(1)</sup>	(165)	3	(163)	(154)	0	(154)
Autres produits et charges financiers <sup>(2)</sup>	(3)	9	6	(15)	11	(4)
Charge d'impôt <sup>(3)</sup>	(71)	(26)	(98)	(105)	(28)	(133)
Quote-part de résultat des entreprises associées	3	0	3	10	0	10
Résultat net des activités poursuivies	258	(26)	232	222	39	261
dont intérêts minoritaires <sup>(4)</sup>	29	16	45	48	5	54
dont Part du Groupe	229	(42)	188	173	34	208

<sup>(1)</sup> Sont retraités du coût de l'endettement financier net, les variations de juste valeur du dérivé incorporé lié à l'indexation des obligations indexées sur le cours de l'action Casino (soit -3 M€ en 2009 et 0 en 2010).

<sup>(2)</sup> Sont retraités des autres produits et charges financiers, les variations de juste valeur de dérivés de taux non classés en comptabilité de couverture pour -9 M€ en 2009 (0 en 2010), ainsi que les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux au Brésil (-11 M€ en 2010).

<sup>(3)</sup> Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus, ainsi que les produits et charges d'impôts non récurrents (activation de déficits d'exercices antérieurs, ...). Ainsi la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe.

<sup>(4)</sup> Sont retraités des intérêts minoritaires les montants associés aux éléments retraités ci-dessus ainsi que, pour le premier semestre 2009, la régularisation du partage du résultat au titre de la période du 29 avril 2008 au 31 décembre 2008 initialement affecté aux minoritaires pour un montant de 17 M€.

## États financiers consolidés

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2010 et 2009

en millions d'euros	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité (*)
<b>ACTIVITES POURSUIVIES</b>			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5.2	13 589	12 688
Coût d'achat complet des marchandises vendues	5.3	(10 144)	(9 402)
<b>Marge commerciale</b>		<b>3 445</b>	<b>3 285</b>
Autres revenus	5.2	116	48
Coûts des ventes	5.4	(2 461)	(2 332)
Frais généraux et administratifs	5.4	(559)	(518)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>541</b>	<b>483</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		4,0	3,8
Autres produits opérationnels	6	27	165
Autres charges opérationnelles	6	(83)	(154)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>485</b>	<b>494</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		3,6	3,9
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		16	15
Coût de l'endettement financier brut		(170)	(180)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>(154)</b>	<b>(165)</b>
Autres produits financiers		27	58
Autres charges financières		(42)	(61)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>316</b>	<b>326</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		2,3	2,6
Charge d'impôt	7	(105)	(71)
Quote-part de résultat net des entreprises associées		10	3
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>222</b>	<b>258</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		1,6	2,0
Dont, part du Groupe		173	229
Dont, intérêts minoritaires		48	29
<b>ACTIVITES ABANDONNEES</b>			
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	9	<b>(7)</b>	<b>3</b>
Dont, part du Groupe		(7)	-
Dont, intérêts minoritaires		-	3
<b>ENSEMBLE CONSOLIDE</b>			
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>214</b>	<b>261</b>
Dont, part du Groupe		166	230
Dont, intérêts minoritaires		48	31

### Résultat par action

en euros	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité (*)
<b>Des activités poursuivies, part du Groupe</b>		
de base	1,38	1,93
Dilué	1,38	1,93
<b>De l'ensemble consolidé, part du Groupe</b>		
de base	1,32	1,93
Dilué	1,31	1,93

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités du fait des incidences de la cession en décembre 2009 de la totalité des actifs et passifs de Super de Boer et du classement en activités abandonnées en 2009 (voir note 1.3.3)

## ETAT CONSOLIDE DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2010 et 2009

en millions d'euros	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009
Résultat net de la période	214	261
Ecarts de conversion (*)	720	276
Ecarts actuariels	-	2
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie	16	(8)
Effet d'impôt sur les produits et charges directement reconnus en capitaux propres	(3)	(2)
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt</b>	<b>733</b>	<b>268</b>
<b>Total des produits et charges comptabilisés sur la période, nets d'impôt</b>	<b>947</b>	<b>529</b>
Dont part du groupe	695	488
Dont part des minoritaires	253	40

(\*) La variation du 1<sup>er</sup> semestre 2010 de 720 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation des monnaies brésilienne, colombienne et thaïlandaise à hauteur de respectivement de 253, 369 et 108 millions d'euros



## BILAN CONSOLIDE

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2010 et l'exercice clos le 31 décembre 2009

<b>ACTIFS</b> en millions d'euros	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b> Retraité (*)
Goodwill	8	6 733	6 447
Immobilisations incorporelles	8	755	681
Immobilisations corporelles	8	6 008	5 737
Immeubles de placement	8	1 315	1 235
Participations dans les entreprises associées		198	177
Autres actifs non courants		499	415
Actifs financiers de couverture non courants		231	176
Actifs d'impôts différés		113	113
<b>Actifs non courants</b>		<b>15 851</b>	<b>14 981</b>
Stocks		2 717	2 575
Créances clients		1 497	1 509
Autres actifs courants		1 387	1 201
Créances d'impôts courants		85	67
Actifs financiers de couverture courants		53	116
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	1 693	2 716
Actifs détenus en vue de la vente		150	26
<b>Actifs courants</b>		<b>7 582</b>	<b>8 209</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>23 432</b>	<b>23 189</b>
<b>PASSIFS</b> en millions d'euros	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b> Retraité (*)
Capital social	11	169	169
Primes, titres auto détenus et autres réserves		6 422	5 619
Résultat part du Groupe		166	591
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>6 757</b>	<b>6 379</b>
Intérêts minoritaires – Réserves		1 521	1 270
Intérêts minoritaires – Résultat		48	270
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>1 569</b>	<b>1 540</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>8 326</b>	<b>7 919</b>
Provisions		250	234
Passifs financiers non courants	13	6 106	5 710
Autres dettes non courantes		228	186
Passifs d'impôts différés		393	362
<b>Passifs non courants</b>		<b>6 977</b>	<b>6 491</b>
Provisions		234	224
Dettes fournisseurs		3 852	4 327
Passifs financiers courants	13	1 239	1 369
Dettes d'impôts exigibles		53	57
Autres dettes courantes		2 742	2 786
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente		10	17
<b>Passifs courants</b>		<b>8 129</b>	<b>8 779</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>23 432</b>	<b>23 189</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement aux modifications portant sur la détermination de la juste valeur des actifs et passifs acquis de Globex (voir note 3)

## TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2010 et 2009

en millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité (*)
Résultat net, part du Groupe	166	230
Intérêts minoritaires	48	31
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>	<b>214</b>	<b>261</b>
Dotations aux amortissements et provisions	362	404
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	1	(3)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés	11	5
Autres charges / (produits) calculés	24	18
<b>Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables</b>	<b>398</b>	<b>424</b>
Résultats sur cessions d'actifs	(16)	(109)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêt de filiales avec perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	(6)	(7)
Quote-part de résultat des entreprises associées	(10)	(4)
Dividendes reçus des entreprises associées	3	6
<b>Capacité d'Autofinancement (CAF)</b>	<b>583</b>	<b>570</b>
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur et amortissements)	149	162
Charge d'impôt (y compris différé)	103	71
<b>CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>835</b>	<b>803</b>
Impôts versés	(130)	(66)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (i)	(901)	(916)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>(196)</b>	<b>(179)</b>
Décaissements liés aux acquisitions :		
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	(348)	(453)
▪ d'actifs financiers non courants	(43)	(10)
Encaissements liés aux cessions :		
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	22	65
▪ d'actifs financiers non courants	2	7
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle ou avec des participations ne donnant pas le contrôle (ii)	(16)	(39)
Variation des prêts et avances consentis	(3)	(3)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(386)</b>	<b>(433)</b>
Dividendes versés (note 12) :		
▪ aux actionnaires de la société mère	(292)	(284)
▪ aux minoritaires	(69)	(39)
▪ aux porteurs de TSSDI	(14)	(16)
Augmentation et diminution de capital	(135)	15
Autres opérations avec les actionnaires minoritaires	(24)	(4)
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	(3)	1
Augmentations emprunts et dettes financières	694	924
Diminutions emprunts et dettes financières	(557)	(864)
Intérêts financiers nets versés	(223)	(193)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(623)</b>	<b>(458)</b>
<b>Incidence des variations monétaires sur la trésorerie</b>	<b>91</b>	<b>38</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>(1 114)</b>	<b>(1 032)</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets d'ouverture	2 365	1 543
▪ trésorerie et équivalent de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente	(1)	-
<b>Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 10)</b>	<b>2 364</b>	<b>1 543</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets de clôture	1 251	511
▪ trésorerie et équivalent de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente	-	-
<b>Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 10)</b>	<b>1 251</b>	<b>511</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de l'amendement d'IAS 7 (voir note 1.3.3)

### (i) Variation de BFR liée à l'activité

en millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009
Stocks de marchandises	(21)	153
Stocks de promotion immobilière	(55)	(29)
Fournisseurs	(595)	(1 020)
Créances clients et comptes rattachés	26	130
Créances liées aux activités de crédit	42	32
Financement des activités de crédit	(18)	(18)
Autres	(281)	(165)
<b>Variation du BFR liée à l'activité</b>	<b>(901)</b>	<b>(916)</b>

### (ii) Incidence des variations de périmètre

en millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité (*)
<b>Prix de cession dont :</b>	<b>14</b>	<b>3</b>
Shopping Property Fund 1 (variation du pourcentage de détention)	9	-
GPA (variation du pourcentage de détention)	3	-
Easy Holland BV	-	3
<b>Prix d'acquisition dont :</b>	<b>(12)</b>	<b>(55)</b>
Sous-groupe Franprix – Leader Price (entrées de périmètre)	(6)	(29)
Sous-groupe Mercialys (entrée de périmètre)	(4)	-
Dilux et Challin (entrées de périmètre)	-	(23)
GPA (variation de périmètre)	-	(2)
<b>Trésorerie des filiales acquises ou cédées, dont :</b>	<b>(18)</b>	<b>15</b>
Perte de contrôle des entités vénézuéliennes (voir note 2.2)	(21)	-
Sous-groupe Franprix - Leader Price	3	5
Casino Limited et EMC Limited	-	7
Sous-groupe GPA (variation de périmètre)	-	3
<b>Incidence des variations de périmètre</b>	<b>(16)</b>	<b>(39)</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de l'amendement d'IAS 7 (voir note 1.3.3)

## Variation des capitaux propres consolidés avant affectation de résultat

en millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital (i)	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Réévaluation de la quote-part d'actifs et passifs antérieurement détenus	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (ii)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>173</b>	<b>3 964</b>	<b>(3)</b>	<b>1 138</b>	<b>600</b>	<b>(10)</b>	<b>(95)</b>	<b>6</b>	<b>90</b>	<b>27</b>	<b>5 890</b>	<b>1 141</b>	<b>7 031</b>
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(5)	262	1	-	-	258	9	268
Résultat net de la période	-	-	-	230	-	-	-	-	-	-	230	31	261
<b>Total des produits et charges comptabilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>230</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>262</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>488</b>	<b>40</b>	<b>529</b>
Opérations sur capital	(3)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'émission	-	(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	(1)	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Dividendes versés (iii)	-	-	-	(593)	-	-	-	-	-	-	(593)	(41)	(633)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	(18)	-	-	-	-	-	-	(18)	-	(18)
Paievements en actions	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	5	-	5
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (iv)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	231	231
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	6	(1)	5
<b>Au 30 juin 2009</b>	<b>169</b>	<b>3 963</b>	<b>(4)</b>	<b>769</b>	<b>600</b>	<b>(15)</b>	<b>167</b>	<b>7</b>	<b>90</b>	<b>27</b>	<b>5 775</b>	<b>1 371</b>	<b>7 146</b>

  

en millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital (i)	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Réévaluation de la quote-part d'actifs et passifs antérieurement détenus	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (ii)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>169</b>	<b>3 964</b>	<b>(4)</b>	<b>1 142</b>	<b>600</b>	<b>(9)</b>	<b>409</b>	<b>2</b>	<b>90</b>	<b>15</b>	<b>6 379</b>	<b>1 540</b>	<b>7 919</b>
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	10	518	-	-	-	529	204	733
Résultat net de la période	-	-	-	166	-	-	-	-	-	-	166	48	214
<b>Total des produits et charges comptabilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>166</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>518</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>695</b>	<b>252</b>	<b>947</b>
Opérations sur capital (v)	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	(4)	1	-	-	-	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes versés (vi)	-	-	-	(292)	-	-	-	-	-	-	(292)	(71)	(363)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	(21)	-	-	-	-	-	-	(21)	-	(21)
Paievements en actions	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	10	-	10
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (vii)	-	-	-	(10)	-	-	-	-	-	-	(10)	(2)	(13)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(11)	(11)
Autres mouvements (viii)	-	-	-	(6)	-	-	-	-	-	-	(6)	(138)	(144)
<b>Au 30 juin 2010</b>	<b>169</b>	<b>3 969</b>	<b>(8)</b>	<b>990</b>	<b>600</b>	<b>1</b>	<b>928</b>	<b>2</b>	<b>90</b>	<b>16</b>	<b>6 757</b>	<b>1 569</b>	<b>8 326</b>

(i) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(ii) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(iii) Dont 284 millions d'euros versés en numéraire et 308 millions d'euros payés en actions

(iv) L'augmentation des intérêts minoritaires est liée principalement à la distribution par le Groupe de titres Mercialis

(v) Résulte de la levée d'options de souscription (voir note 11)

(vi) Les dividendes versés correspondent à la distribution annuelle de Casino, Guichard Perrachon au titre de l'exercice 2009 (voir note 12)

(vii) Dont 5 millions d'euros liés au sous-groupe Franprix – Leader Price et 3 millions d'euros liés au sous-groupe GPA suite à l'acquisition complémentaire de 3,3% du capital de Globex (voir note 3)

(viii) L'impact de 138 millions d'euros présenté en intérêts minoritaires correspond à un remboursement de capital effectué sur la période aux fonds Whitehall, consécutivement à la cession en 2009 de deux sites de promotion immobilière en Pologne

**GROUPE CASINO**  
**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES**  
**Période de six mois close au 30 juin 2010**

**Information relatives au Groupe Casino, Guichard-Perrachon**

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment A. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la société est situé à Saint-Etienne 1, Esplanade de France 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2010 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales et co-entreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 28 juillet 2010, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2010.

**Note 1 Base de préparation des états financiers et méthodes comptables**

**1.1 Déclaration de conformité**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Casino sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2010.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

**1.2 Base de préparation**

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2009.

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet [www.groupe-casino.fr](http://www.groupe-casino.fr).

### 1.3 Méthodes comptables

#### 1.3.1 Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice 2010 :

- IAS 27 révisée – Etats financiers consolidés et individuels (application prospective);
- IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises (application prospective);
- Amendement IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation « éléments éligibles à une opération de couverture (application rétrospective);
- Amendements IFRIC 9 et IAS 39 – Réévaluation des dérivés incorporés et instruments financiers: comptabilisation et évaluation (application rétrospective);
- IFRIC 17 – Distribution en nature aux actionnaires (application prospective) ;
- Amendement IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions : transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie (application rétrospective);
- Améliorations annuelles des normes IFRS (16 avril 2009).

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe lors de leur première application, étant précisé que les normes IAS 27 révisée et IFRS 3 révisée s'appliquent prospectivement, c'est-à-dire aux opérations réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### 1.3.2 Textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2010 et non appliqués par anticipation

Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des impacts, consécutifs à la première application de ces normes, amendements de normes et interprétations:

- Amendement IFRIC 14 – IAS 19 : Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction<sup>1</sup> ;
- Amendement IAS 32 – Classification des émissions de droits<sup>1</sup> ;
- IAS 24 révisée – Informations à fournir sur les parties liées<sup>1</sup> ;
- IFRIC 19 – Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux<sup>1</sup> ;
- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations<sup>2</sup> ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (26 août 2009)<sup>2</sup>.

#### 1.3.3 Changements de méthodes comptables

##### IFRS 3 révisée – IAS 27 révisée

Les versions révisées d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et d'IAS 27 « Etats financiers et individuels » sont d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Leur application est prospective. Ainsi, les regroupements antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 restent comptabilisés selon les principes comptables retenus lors de l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2009 et n'ont donc pas été affectés par l'application de ces nouvelles normes.

La nouvelle norme IAS 27 révisée a induit un amendement de la norme IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », applicable de manière rétrospective. L'état des flux de trésorerie, en date du 30 juin 2009, a donc été retraité en conséquence (voir note 1.5).

---

<sup>1</sup> Adopté par l'Union Européenne

<sup>2</sup> Non adopté par l'Union Européenne

## Cession de la totalité des actifs et passifs de Super de Boer

Les comptes antérieurement publiés ont été retraités du fait des incidences de la cession de la totalité des actifs et passifs de Super de Boer au cours du second semestre 2009. S'agissant d'une activité répondant aux critères de définition d'une activité abandonnée, le compte de résultat 2009 a ainsi été retraité en reclassant les flux relatifs à Super de Boer en « activités abandonnées » conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Les impacts de ces retraitements sont présentés à la note 9.

### **1.4 Recours à des estimations et au jugement**

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- les dépréciations de créances douteuses ;
- les provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité;
- les engagements de rachat des titres de minoritaires;
- les dépréciations des actifs non courants et goodwill;
- les actifs (ou groupe d'actifs) non courants classés comme détenus à la vente (notamment Venezuela).

L'ensemble de ces sources de jugements et/ou estimations est décrit plus en détail dans les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2009.

### **1.5 Regroupements d'entreprises**

IFRS 3 révisée modifie les modalités d'application de la méthode de l'acquisition. En effet, la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge en « Autres charges opérationnelles ».

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat de l'exercice (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »).

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à ajustement, à condition que les éléments permettant d'ajuster ces montants correspondent à des informations nouvelles portées à la connaissance de l'acquéreur et trouvant leur origine dans des faits et circonstances antérieurement à la date d'acquisition. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise) le goodwill ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ultérieur; l'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un goodwill complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans le coût d'acquisition à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelque soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements

ultérieurs trouvent leur contrepartie en goodwill lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition; au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »), sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres.

IFRS 3 révisée modifie le traitement des impôts différés actifs puisqu'elle impose de reconnaître en produit les impôts différés actifs qui n'auraient pas été reconnus à la date d'acquisition ou durant la période d'évaluation.

### **Résumé des changements : IAS 27 révisée**

La norme IAS 27 révisée présente les états financiers consolidés d'un groupe comme ceux d'une entité économique unique ayant deux catégories de propriétaires : les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon), et les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle d'autre part (actionnaires minoritaires des filiales). Une participation ne donnant pas le contrôle est définie comme la part d'intérêt dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à une société mère (ci-après « intérêts minoritaires »). En conséquence de cette nouvelle approche, les transactions réalisées avec les minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres car le contrôle ne change pas au sein de l'entité économique.

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, dans le cas d'une acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée par intégration globale, le Groupe comptabilise la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon. Les frais attachés à ces opérations sont également enregistrés au sein des capitaux propres. Il en est de même pour les cessions sans perte de contrôle.

Concernant la cession d'intérêts minoritaires induisant une perte de contrôle, le Groupe constate une cession à 100% des titres détenus suivie, le cas échéant, d'une acquisition à la juste-valeur sur la part conservée. Ainsi, le Groupe constate un résultat de cession, présenté en « Autres produits opérationnels » ou en « Autres charges opérationnelles », sur la totalité de sa participation (part cédée et part conservée), revenant à réévaluer la partie conservée par le résultat.

### **Impact d'IAS 27 révisée sur l'Etat des flux de trésorerie (IAS 7)**

La nouvelle norme IAS 27 révisée a induit un amendement de la norme IAS 7 « Etat des flux de trésorerie » : les flux de trésorerie provenant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans une filiale sont affectés aux flux nets de trésorerie des activités d'investissements alors que les flux de trésorerie provenant de variations de parts d'intérêts dans une filiale intégrée globalement, qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle (cette notion englobant les augmentations de parts d'intérêts) sont intégrés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement.

Par rapport au principe appliqué par le Groupe jusqu'au 31 décembre 2009, le changement provient de la présentation des flux de trésorerie relatifs aux variations de pourcentage d'intérêts dans une filiale intégrée globalement sans modification de contrôle. Ces flux sont dorénavant classés en flux de financement alors qu'ils étaient auparavant classés en flux d'investissement. L'application de cet amendement étant rétrospective les données au 30 juin 2009 du tableau de flux de trésorerie ont été retraitées en conséquence.

Cet amendement n'a pas eu d'impact sur le classement des transactions réalisées avec les sociétés mises en équivalence ou en contrôle conjoint : ces dernières continuent à être classées en flux d'investissement.



## 1.6 Options de ventes accordées à des actionnaires minoritaires

Le Groupe a consenti aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie ; en outre, ces opérations peuvent être exercées à tout moment ou à une date définie.

La norme IAS 27 révisée, appliquée dans les comptes consolidés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, précise le traitement comptable des acquisitions complémentaires de titres dans les sociétés. Le Groupe a décidé d'appliquer deux méthodes de comptabilisation différentes de ces options de ventes, selon que les options ont été émises avant ou après la date de première application de la version révisée de la norme en accord avec les recommandations de l'Autorité des marchés financiers. Les premières sont traitées selon la méthode du goodwill en cours alors que les secondes sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impact capitaux propres).

## 1.7 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de deux parties : le « chiffre d'affaires, hors taxes » et les « autres revenus ».

Le « chiffre d'affaires, hors taxes » intègre les ventes réalisées dans les magasins, les cafétérias et les entrepôts, les revenus des activités financières, les revenus locatifs, les produits d'exploitation bancaire de l'activité de crédit et diverses prestations réalisées par les établissements.

Les autres produits de l'activité dénommés « Autres revenus » comprennent les produits liés à l'activité de promotion immobilière, divers produits de prestations de services et divers produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes, en particulier les commissions perçues dans le cadre de la vente de voyages, les redevances liées à l'activité de franchise et des revenus de sous-location.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais et des taxes relatives aux ventes. Ils sont reconnus comme suit :

- les ventes de biens sont comptabilisées dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client, généralement lorsque le transfert de propriété est intervenu, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et que le recouvrement est raisonnablement assuré ;
- les prestations de services, telles que les ventes d'extensions de garanties, les services attachés directement à la vente de biens ou les prestations réalisées envers des fournisseurs sont comptabilisées sur la période où les services sont rendus. Lorsqu'une prestation de services est assortie d'engagements divers, y compris d'engagements de volumes, le Groupe analyse les éléments de droit et de faits pour déterminer le cadencement de comptabilisation de la prestation. Il en résulte que, suivant la nature de la prestation de services, une comptabilisation du produit peut être immédiate, les prestations étant considérées comme réalisées, ou étalée sur la période de réalisation de la prestation ou d'atteinte de l'engagement donné.

En cas de paiement différé au-delà des conditions habituelles de crédit non supporté par un organisme de financement, le produit de la vente est égal au prix actualisé, la différence, si elle est significative, entre ce prix actualisé et le paiement comptant étant constatée en produits financiers répartis sur la durée du différé.

Les avantages accordés aux clients dans le cadre des programmes de fidélisation constituent des éléments séparés de la vente initiale. Les produits liés à ces droits octroyés sont différés jusqu'à la date d'utilisation des avantages par les clients.

## Note 2 Faits marquants

### 2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 sont :

#### Principales entrées – sorties de périmètre :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation
Alamea Investments (1)	Financement	Luxembourg	Acquisition	IG
Cativen (1)	Distribution	Venezuela	Perte de contrôle	MEE
Leader Price Argentina	Distribution	Argentine	Cession	-
Sous-groupe Franprix – Leader Price (2)	Distribution	France	Cession	MEE

(1) Voir respectivement note 13.1 et note 2.2

(2) Le sous-groupe Franprix – Leader Price a signé en février 2010, un accord de partenariat entre sa filiale RLPI et Nougéin SA consistant en la création d'une nouvelle société Leader Centre Gestion (« LCG »). RLPI et Nougéin SA ont apporté des actifs dans LCG dont ils détiennent respectivement 49% et 51%. Les impacts de cette opération comprenant le gain sur la part d'intérêt cédée et sur la réévaluation de la quote-part conservée (IAS 27R - voir note 1.5) sont décrits en note 6

#### Principales variations de pourcentage de détention sans modification de la méthode de consolidation :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Variation du % de détention	Méthode de consolidation
GPA (1)	Distribution	Brésil	Augmentation (0,07%)	IP
Globex Utilidades (2)	Distribution	Brésil	Augmentation (3,3%)	IP

(1) L'évolution du pourcentage de détention dans GPA résulte principalement de l'opération décrite à la note 2.2

(2) Voir note 3

### 2.2 Autres faits marquants

#### ▪ Opérations d'échange obligataire

Le 8 février 2010, le Groupe a réalisé une opération d'échange obligataire portant sur les obligations venant à échéance en 2012 et 2013. En contrepartie des titres apportés, réduisant les échéances obligataires des années 2012 et 2013 de respectivement 440 et 354 millions d'euros, une nouvelle souche obligataire d'un montant de 888 millions d'euros à échéance février 2017 a été émise sur la base d'un taux équivalent à mid swap +135 pb.

Le 11 mai 2010, le Groupe a réalisé une seconde opération d'échange obligataire portant sur les obligations venant à échéance en 2011, 2012 et 2013. En contrepartie des titres apportés, réduisant les échéances obligataires des années 2011, 2012 et 2013 respectivement de 190, 156 et 127 millions d'euros, une nouvelle souche obligataire d'un montant de 508 millions d'euros à échéance novembre 2018 a été émise sur la base d'un taux équivalent à mid swap +160 pb.

Le traitement comptable de ces deux opérations est décrit à la note 13.1.

#### ▪ Rémunération en actions préférentielles de l'économie d'impôt inhérente à l'amortissement du goodwill dans les comptes de GPA

Le 29 avril 2010, le pourcentage de détention de Casino dans GPA est passé de 33,6% à 33,9 % suite à l'approbation, lors de l'assemblée générale de GPA, de l'émission au profit de Casino de 1,1 millions d'actions préférentielles au cours de 60,39 réais par action (soit un montant équivalent à 67 millions de réais ou 30 millions d'euros). Cette opération a généré un résultat de relution de 11 millions d'euros présenté en "Autres produits opérationnels".

## ▪ **Accord de partenariat entre Globex Utilidades et Casas Bahia**

GPA a signé en décembre 2009 un accord de partenariat entre sa filiale Globex Utilidades S.A. (« Ponto Frio ») et les activités de distribution de Casa Bahia Comercial Ltda (« Casas Bahia »), le premier distributeur non alimentaire au Brésil. Les actionnaires actuels de Casas Bahia apporteront leurs activités de distribution à Ponto Frio dont ils seront actionnaires minoritaires, GPA maintenant une participation majoritaire dans la société.

En date du 1<sup>er</sup> juillet 2010, GPA et Casas Bahia ont signé un avenant à leur accord initial de partenariat. Dans cet avenant, les deux parties ont convenu de réviser certains termes, sans modifier les principes généraux de l'accord signé entre les deux parties en décembre dernier. La mise en œuvre de l'accord devrait intervenir dans les 120 jours qui suivent la date de cet avenant.

Au titre de la période, cet accord n'a généré aucune incidence comptable autre que celle des frais liés à l'opération.

## ▪ **Opérations du Groupe au Venezuela**

Le Groupe possède au Venezuela des hypermarchés et supermarchés à travers sa filiale Cativen, un des acteurs majeurs du marché de la distribution dans ce pays (6 hypermarchés et 35 supermarchés sous enseigne respectivement Exito et Cada). Cativen dispose de trois entrepôts, de cinq plateformes logistiques et d'un centre commercial en construction.

Le 17 janvier 2010, les autorités vénézuéliennes ont décidé de nationaliser des hypermarchés Exito exploités au Venezuela. Depuis cette date, le Groupe a perdu le contrôle sur ses actifs vénézuéliens qui a conduit à déconsolider notre filiale Cativen, le Groupe exerçant depuis une influence notable.

Concomitamment, le Groupe est entré dans un processus de cession amiable avec le gouvernement vénézuélien. De ce fait, la quote-part des actifs et passifs de l'entité Cativen a été classée conformément à la norme IFRS 5 en « actifs détenus en vue de la vente » à cette même date.

## **Note 3      Regroupements d'entreprises**

### **Acquisition de Globex Utilidades (enseigne Ponto Frio) réalisée en 2009**

Au cours du troisième trimestre 2009, GPA a acquis 95,46 % du capital de Globex Utilidades et de son enseigne Ponto Frio. La prise de contrôle de Globex Utilidades a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition (application de la norme IFRS 3 en vigueur en 2009 dont les principes sont décrits dans l'annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2009).

Le coût total du regroupement s'est élevé à 1 155 millions de réais (425 millions d'euros) dont 200 millions de réais (74 millions d'euros) ont été réglés par l'émission d'actions préférentielles de classe B par GPA.

Ces actions préférentielles de classe B sont dépourvues de droit de vote et donnent droit notamment à un dividende fixe de 0,01 réal par action. Elles seront automatiquement converties en actions préférentielles de classe A sur la base d'un rapport 1 pour 1 selon un échéancier préétabli. Au 30 juin 2010, 40% de ces actions reste à convertir (20% le 7 juillet 2010 et 20% le 7 janvier 2011).

En relation avec cette conversion, GPA paiera le cas échéant toute différence négative entre le prix garanti de 40 réais par action ajusté de la variation du taux d'intérêt CDI et la moyenne pondérée de l'action préférentielle de classe A sur les 15 derniers jours de cotation précédant la conversion. L'éventuelle mise en œuvre de cette garantie de cours entraînera d'une part une correction de la valeur de l'émission de capital chez GPA et d'autre part une dilution complémentaire dans les comptes consolidés du groupe Casino.

A la date de prise de contrôle, la juste valeur des actifs et des passifs de Globex Utilidades dans les comptes de GPA se résume comme suit :

en millions d'euros	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	228
Immobilisations corporelles	73
Participations dans les entreprises associées	6
Actifs d'impôts différés	116
Stocks	157
Créances clients	265
Autres actifs	141
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32
<b>Actifs</b>	<b>1 018</b>
Emprunts	156
Provisions	94
Dettes fournisseurs	209
Dettes fiscales et sociales	54
Autres dettes	123
Passifs d'impôt différés	74
<b>Passifs</b>	<b>709</b>
<b>Actifs et passifs identifiables, nets</b>	<b>309</b>
<b>Actifs et passifs identifiables, nets acquis (95,46%)</b>	<b>295</b>
Goodwill	130
<b>Coût d'acquisition</b>	<b>425</b>
<i>dont frais d'acquisition</i>	9

La Société est en cours de finalisation de la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables de Globex Utilidades mais ne prévoit pas de modification significative des valeurs mentionnées ci-dessus.

Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2009 ont été retraités en conséquence afin de tenir compte de la finalisation des travaux d'évaluation. Les ajustements ont porté principalement sur la marque, les passifs éventuels et les impôts différés qui s'y rattachent.

En février 2010, GPA a acquis 3,3% d'actions complémentaires portant sa détention dans Globex Utilidades à 98,32% pour un coût de 28 millions de réais en numéraire (soit 13 millions d'euros) et l'émission de 137 014 actions préférentielles de classe B. La différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable de la part d'intérêt acquise a été enregistrée directement dans les capitaux propres pour un montant de 20 millions de réais (soit 9 millions d'euros) dans les comptes de GPA (soit 3 millions d'euros pour notre quote-part).

Au 30 juin 2010, le goodwill reconnu dans les comptes du Groupe relatif à Globex Utilidades s'élève à 119 millions de réais (soit 54 millions d'euros).

#### Note 4 Information sectorielle

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du groupe Casino.

Les tableaux ci-dessous présentent l'information relative aux secteurs opérationnels décrits ci-après. Ils prennent en compte la nouvelle organisation interne mise en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 au sein de la zone géographique française et comportent désormais six secteurs opérationnels contre sept précédemment répartis entre la France et l'International : Casino France, Monoprix, Franprix-Leader Price pour la zone France et l'Amérique latine, l'Asie et les autres secteurs internationaux pour la zone International.

Ainsi, la nouvelle organisation en France a conduit à la création d'un secteur opérationnel dénommé « Casino France » qui regroupe essentiellement les activités françaises de distribution et de l'immobilier, à l'exception de celles de Franprix-Leader Price et de Monoprix.

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Les données relatives à 2009 présentées ci-dessous ont été retraitées selon la nouvelle segmentation.

Les informations sectorielles se présentent comme suit :

30 juin 2010 en millions d'euros	France			International			Total
	Casino France	Monoprix	Franprix – Leader Price	Amérique latine	Asie	Autres secteurs International	
Chiffre d'affaires externe	5 641	940	2 015	3 608	970	414	13 589
Résultat opérationnel courant (*)	163	68	116	132	55	8	541

(\*) Comme présenté en note 7, l'incidence positive sur le ROC de la zone France et du segment « Autres secteurs International » du reclassement de la charge de CVAE sur la ligne « Charge d'impôt » s'élève respectivement à 30 et 1 millions d'euros

30 juin 2009 Retraité en millions d'euros	France			International			Total
	Casino France	Monoprix	Franprix – Leader Price	Amérique latine	Asie	Autres secteurs International	
Chiffre d'affaires externe	5 606	905	2 018	2 891	865	402	12 688
Résultat opérationnel courant	148	59	132	94	43	8	483

## Note 5 Informations sur le résultat opérationnel courant

### 5.1 Saisonnalité de l'activité

Les opérations présentent une faible saisonnalité. La répartition du chiffre d'affaires à taux de change constants et périmètre comparable constatée en 2009 s'établit à 47% au premier semestre contre 53% au second semestre.

### 5.2 Produits des activités ordinaires

en millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	13 589	12 688
Autres revenus	116	48
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>13 705</b>	<b>12 735</b>

### 5.3 Coût d'achat complet des marchandises vendues

en millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité
Achats et variation de stocks	(9 621)	(8 880)
Coûts logistiques	(523)	(522)
<b>Coût d'achat complet des marchandises vendues</b>	<b>(10 144)</b>	<b>(9 402)</b>

### 5.4 Nature de charge par fonction

#### 30 juin 2010

en millions d'euros	Coûts logistiques (i)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	Total
Frais de personnel	(169)	(1 135)	(297)	<b>(1 602)</b>
Autres charges	(338)	(1 069)	(206)	<b>(1 614)</b>
Dotations aux amortissements	(15)	(256)	(55)	<b>(327)</b>
<b>Total</b>	<b>(523)</b>	<b>(2 461)</b>	<b>(559)</b>	<b>(3 543)</b>

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

#### 30 juin 2009

en millions d'euros	Coûts logistiques (i)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	Total Retraité
Frais de personnel	(166)	(1 064)	(284)	<b>(1 514)</b>
Autres charges	(338)	(1 012)	(190)	<b>(1 540)</b>
Dotations aux amortissements	(18)	(257)	(44)	<b>(319)</b>
<b>Total</b>	<b>(522)</b>	<b>(2 332)</b>	<b>(518)</b>	<b>(3 372)</b>

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

## Note 6 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009 Retraité
<b>Total des Autres Produits Opérationnels</b>	<b>27</b>	<b>165</b>
<b>Total des Autres Charges Opérationnelles</b>	<b>(83)</b>	<b>(154)</b>
	<b>(56)</b>	<b>11</b>
<b>Détail par nature:</b>		
<b>Résultat de cession d'actifs</b>	<b>15</b>	<b>109</b>
Dont Plus-value sur cession sous-groupe Franprix – Leader Price (i)	14	-
Dont Plus-value sur cession titres Mercialys (ii)	-	139
Dont Moins-value sur cession Easy Colombia	-	(28)
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(71)</b>	<b>(98)</b>
Pertes nettes de valeur des actifs	(1)	(6)
Provisions et charges pour restructurations (iii)	(36)	(42)
Provisions et charges pour litiges	(4)	(21)
Provisions et charges pour risques	(20)	(40)
Risque lié à l'opération TRS Exito	(4)	6
Divers (iv)	(5)	4
<b>Total autres produits et charges opérationnels nets</b>	<b>(56)</b>	<b>11</b>

- (i) La plus-value de cession relative au sous-groupe Franprix – Leader Price porte sur l'opération présentée en note 2.1. Cette opération a généré une plus-value de cession d'un montant de 14 millions d'euros
- (ii) La plus-value enregistrée lors du 1<sup>er</sup> semestre 2009 résulte de la distribution aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon d'un dividende en actions Mercialys
- (iii) Cette charge de restructuration au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2010 résulte principalement du plan de rationalisation du parc de magasins et d'entrepôts portant essentiellement sur le secteur Casino France. Au 1<sup>er</sup> semestre 2009, cette charge portait majoritairement sur les secteurs Casino France et Franprix – Leader Price
- (iv) Au titre du 30 juin 2010, cette rubrique contient principalement un produit de dilution net de 6 millions d'euros lié à GPA (dont 11 millions d'euros relatifs à l'opération présentée en note 2.2) ainsi que la charge de 5 millions d'euros relative au sinistre thaïlandais (voir note 14)

## Note 7 Charge d'impôt

Au titre du semestre clos le 30 juin 2010, la charge d'impôt progresse de 34 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009 et s'élève à 105 millions d'euros. Cette augmentation résulte à hauteur de 31 millions d'euros du changement de présentation de la charge relative à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) tel que mentionné dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Cette charge est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 présentée sur la ligne « charge d'impôt » alors qu'elle figurait auparavant en charge opérationnelle au titre de la taxe professionnelle.

## Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

La progression des goodwill de 287 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 s'explique à hauteur de 309 millions d'euros par la variation des cours de change sur la période, notamment de l'appréciation du réal brésilien et du peso colombien, ainsi qu'au reclassement selon IFRS 5 « actifs détenus en vue de la vente » du goodwill attaché aux entités vénézuéliennes pour 29 millions d'euros (voir note 2.2).

Au cours du premier semestre 2010, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 345 millions d'euros contre 340 millions d'euros lors de la même période en 2009.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2010 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués.

S'agissant des goodwill et au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2009, la mise-à-jour de ces tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au

30 juin 2010. Il est rappelé que le Groupe procède à un test de dépréciation des goodwill chaque année au 31 décembre, après l'approbation par la Direction des plans moyens termes.

Concernant certaines UGT magasins, des pertes de valeur non significatives ont été comptabilisées sur la période (voir note 6).

## Note 9 Activités abandonnées

Le compte de résultat des activités abandonnées présenté sur une seule ligne se décompose comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2010			30 juin 2009		
	Super de Boer	Autres	Total	Super de Boer	Autres	Total
<b>Chiffre d'affaires</b>	-	-	-	759	-	759
<b>Marge commerciale</b>	-	-	-	78	-	78
<b>Résultat opérationnel courant</b>	-	(3)	(3)	5	(1)	5
Autres charges et produits opérationnels	(3)	(2)	(5)	-	-	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(3)</b>	<b>(5)</b>	<b>(9)</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>	<b>5</b>
Résultat financier	-	-	-	(3)	-	(3)
Charge d'impôt	-	1	1	-	-	-
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-	-	-	1	-	1
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(3)</b>	<b>(4)</b>	<b>(7)</b>	<b>4</b>	<b>(1)</b>	<b>3</b>
<i>dont part du Groupe</i>	(3)	(4)	(7)	1	(1)	0
<i>dont intérêts minoritaires</i>	-	-	-	3	-	3

### Flux de trésorerie des activités abandonnées

en millions d'euros	30 juin 2010			30 juin 2009		
	Super de Boer	Autres	TOTAL	Super de Boer	Autres	TOTAL
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(8)	(5)	(14)	5	(1)	4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-	-	-	(17)	-	(17)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-	-	-	12	-	12
<b>Variation nette de trésorerie des activités abandonnées</b>	<b>(8)</b>	<b>(5)</b>	<b>(14)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>



## Note 10 Trésorerie et endettement financier net

Les agrégats « trésorerie et équivalents de trésorerie » et « endettement financier net » se décomposent de la manière suivante :

en millions d'euros	30 juin 2010	31 décembre 2009
Equivalents de trésorerie	853	1 617
Trésorerie	841	1 099
<b>Trésorerie brute</b>	<b>1 693</b>	<b>2 716</b>
Concours bancaires courants	(442)	(352)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>1 251</b>	<b>2 364</b>
Dette financière (hors concours bancaires courants)	(6 619)	(6 436)
<b>Endettement financier net</b>	<b>(5 368)</b>	<b>(4 072)</b>

Le poste « Trésorerie » inclut à hauteur de 134 millions d'euros la trésorerie reçue au titre d'une mobilisation de créances satisfaisant aux critères de sortie d'actifs financiers d'IAS 39, contre 181 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010 comme au 31 décembre 2009, les équivalents de trésorerie sont constitués de dépôt à terme, d'OPCVM de trésorerie « monétaires euros » et d'autres instruments similaires.

## Note 11 Capital social

Au 30 juin 2010, le capital social s'élève à 168 974 502 euros contre 168 852 310 euros au 31 décembre 2009. Le capital social est composé de 110 440 851 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 30 juin 2010. Les actions ordinaires ont une valeur nominale de 1,53 euros.

### Actions ordinaires émises et entièrement libérées (en nombre)

	2010	2009
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>110 360 987</b>	<b>97 769 191</b>
Levées d'option	79 818	-
Création d'actions (i)	46	-
Création d'actions ordinaires suite à attribution gratuite	-	77 169
Conversion ADP en AO (ii)	-	12 505 254
<b>Au 30 juin</b>	<b>110 440 851</b>	<b>110 351 614</b>

(i) Conformément à 16<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2010, approbation de la fusion absorption de la société Viver par la société Casino, Guichard-Perrachon, entraînant la création de 46 actions

(ii) Conformément à la 25<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 19 mai 2009, les Actions à Dividendes Prioritaires (ADP) ont été convertis en Actions Ordinaires (AO)

## Note 12 Distributions de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2010, a décidé une distribution de dividendes de 2,65 euros par action ordinaire. Le dividende versé aux porteurs de TSSDI s'est élevé à 22,75 euros (11,59 euros en janvier 2010 et 11,16 euros en avril 2010).

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, la distribution de dividendes aux porteurs d'actions ordinaires comptabilisée en réduction des capitaux propres s'est élevée à 292 millions d'euros.

## Note 13 Emprunts, dettes et passifs financiers

### 13.1 Composition de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Dettes financières	5 979	1 147	7 127	5 524	1 225	6 750
Dettes liées aux puts sur minoritaires	3	61	64	3	77	80
Instruments financiers dérivés passifs	123	30	153	183	67	249
<b>Dettes financières brutes</b>	<b>6 106</b>	<b>1 239</b>	<b>7 345</b>	<b>5 710</b>	<b>1 369</b>	<b>7 079</b>
Instruments financiers dérivés actifs	(231)	(53)	(283)	(176)	(116)	(292)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	-	(1 693)	(1 693)	-	(2 716)	(2 716)
<b>Trésorerie active et instruments dérivés actifs</b>	<b>(231)</b>	<b>(1 746)</b>	<b>(1 977)</b>	<b>(176)</b>	<b>(2 832)</b>	<b>(3 008)</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>5 875</b>	<b>(507)</b>	<b>5 368</b>	<b>5 534</b>	<b>(1 463)</b>	<b>4 072</b>

Au cours de la période close le 30 juin 2010, le Groupe a procédé aux principales opérations suivantes :

#### ▪ Opérations d'échange obligataire

Le 8 février 2010 et le 11 mai 2010, le Groupe a réalisé deux opérations d'échange obligataire portant sur les obligations venant à échéance entre 2011 et 2013 qui a permis de réduire les échéances obligataires des années 2011, 2012 et 2013 de respectivement 190, 596 et 481 millions d'euros (voir note 2.2)

Les deux nouveaux emprunts obligataires d'un montant respectivement de 888 et 508 millions d'euros sont à échéance 2017 et 2018. Leurs taux d'intérêts effectif respectifs s'élèvent à 5,85% et 5,25%.

Le traitement comptable de ces deux opérations a été analysé au regard de la norme IAS 39 portant sur la décomptabilisation d'un passif financier. Après analyse par le Groupe, ces opérations ont été traitées comme un échange de dettes financières en raison du fait que les modifications des termes contractuels n'ont pas été considérées comme substantielles. L'impact de l'échange d'obligations constitue un ajustement de la valeur comptable des emprunts obligataires 2017 et 2018 et est amorti actuariellement sur la durée résiduelle des passifs ainsi modifiés. Ce traitement comptable s'applique également aux primes, frais d'émission non amortis et attachés aux lignes obligataires échangées et tous les coûts supportés au titre de l'échange (commissions, frais, prime d'échange) s'amortiront respectivement jusqu'en 2017 et 2018. De même, l'incidence du débouclage des couvertures attachées aux dettes initiales est amortie sur la durée des nouvelles dettes.

Les deux nouveaux emprunts obligataires contiennent des clauses d'engagement et de défaut habituelles de ce type de contrat : maintien de l'emprunt à son rang ("pari passu"), limitation des sûretés attribuées aux autres prêteurs ("negative pledge") et défaut croisé. Ils comportent également une clause de remboursement anticipé en cas de dégradation en « non-investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon consécutive à un changement d'actionnaire majoritaire de Casino, Guichard-Perrachon ainsi qu'une clause de « coupon step-up » augmentant le taux d'intérêt de 125bp en cas de dégradation en « non-investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon.

## ▪ Opération de financement à travers Alamea Investments

En mai 2010, le Groupe a levé 300 millions d'euros à travers un emprunt obligataire d'une durée de cinq ans souscrit par Alamea Investments, une société anonyme luxembourgeoise détenue à hauteur de 95% par une banque et à hauteur de 5% par le Groupe. Cette société est une entité ad hoc structurée et compte tenu des caractéristiques de la structure ainsi mise en place est consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Ainsi, la quote-part de l'obligation qui se trouve être financée par les investisseurs externes constitue une dette hors-groupe, apparaissant en emprunt dans les comptes consolidés à hauteur de 300 millions d'euros.

## 13.2 Echancier des passifs financiers

en millions d'euros	30 juin 2010	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	31 décembre 2009
<b>Passifs financiers</b>					
Emprunts obligataires	5 283	112	3 106	2 066	5 187
Autres emprunts	1 290	549	735	6	1 079
Contrats de location financement	111	45	60	6	131
Instruments financiers dérivés	153	30	123	-	249
Dettes liées aux puts sur minoritaires	64	61	3	-	80
Dettes fournisseurs	3 852	3 852	-	-	4 327
Autres dettes	2 969	2 742	228	-	2 972
Concours bancaires courants	442	442	-	-	352

## Note 14 Passifs et actifs éventuels

### ▪ Litige avec la famille Baud

Le Tribunal arbitral, appelé à se prononcer dans le contentieux qui oppose le groupe Casino à la famille Baud, a rendu sa décision le 2 juillet 2009 et a jugé que la révocation des membres de la famille Baud des organes de direction des sociétés Franprix et Leader Price est intervenue pour « juste motif ». Le Tribunal arbitral a ainsi reconnu le bien-fondé de la reprise opérationnelle de Franprix et de Leader Price par le groupe Casino.

Comme prévu par la convention d'actionnaires et suite au calcul du prix définitif par l'expert-arbitre de la participation de la famille Baud (principalement détenue par la société de droit belge, Baudinter), laquelle a exercé son option de vente en date du 28 avril 2008, s'est élevé à 428,6 millions d'euros, et a été payé le 12 novembre 2009 par le groupe Casino qui détient depuis lors la totalité du capital des sociétés Franprix et Leader Price. Les intérêts sur ce prix qui ont été versés au cours du semestre sur un compte séquestre, ainsi que les demandes d'indemnités de la famille Baud au titre de prétendus droits à dividende, sont en cours d'examen par le Tribunal arbitral conformément à la sentence du 2 juillet 2009. Ces droits à dividende qui seraient attachés aux actions Franprix et Leader Price au titre des années 2006 à 2008, et que le groupe Casino conteste totalement devant le Tribunal, compte tenu notamment du défaut d'approbation des comptes résultant des fautes et des irrégularités commises par la famille Baud, sont cependant conservés jusqu'à la fin de la procédure en autres dettes courantes pour un montant de 67 millions d'euros.

Concernant la société Geimex, propriétaire de la marque Leader Price à l'international, et détenue à 50% par le groupe Casino et à 50% par la famille Baud, il est rappelé que, suite aux désaccords entre les deux actionnaires sur l'organisation et le fonctionnement de la société, un administrateur provisoire, nommé par le Tribunal de Commerce de Paris assure la gestion depuis mai 2008. Les comptes de l'exercice 2009 (chiffre d'affaires : 245 millions d'euros, résultat net : 8 millions d'euros) seront soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires avant le 31 octobre 2010.

Les litiges qui opposent les deux actionnaires concernent en particulier la cession de Leader Price Polska par Casino en 2006 ainsi que les activités en Suisse de la famille Baud pour lesquels une instance arbitrale et des plaintes pénales réciproques sont en cours. Le groupe Casino est confiant quant à l'issue de ces procédures.

La société Geimex est consolidée par intégration proportionnelle dans les comptes consolidés du Groupe. Les intérêts du groupe Casino dans la société s'élèvent à 78 millions d'euros dont 62 millions d'euros de goodwill.

- Litige Unicentro (Colombie)

Au cours du second semestre de l'exercice 2009, un litige est apparu relatif à l'exploitation d'un actif en Colombie; un premier jugement a ordonné à notre filiale Exito de restituer cet actif à un tiers. Exito, dont l'appel du jugement de première instance a été rejeté, a saisi le conseil constitutionnel ; ce dernier a suspendu la décision du premier jugement et doit désormais se prononcer sur le recours d'Exito. Le Groupe considère être dans son bon droit ; à ce titre sa demande devrait aboutir et le jugement de première instance devrait être annulé.

- Sinistre thaïlandais

Lors des événements du 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 qui se sont déroulés à Bangkok, la filiale Big C Thaïlande a subi des pertes résultant de la destruction totale ou partielle d'un certain nombre d'actifs et de pertes d'exploitation pour une valeur de 10 millions d'euros au 30 juin 2010. Les dommages aux biens, les pertes d'exploitation et les frais sont couverts par une assurance.

Le coût total du sinistre est en cours de chiffrage par les experts des assureurs. L'évaluation du sinistre portant essentiellement sur le coût de reconstruction ou de remplacement des actifs immobilisés et courants ainsi que sur l'indemnisation des pertes d'exploitation, représente un montant estimé actuellement à 36 millions d'euros. Compte tenu de la couverture de ces dommages par l'assurance et des niveaux de franchise, l'incidence de ce sinistre sur les comptes consolidés clos le 30 juin 2010 constitue une charge nette de 5 millions d'euros, incluant la comptabilisation d'un droit à remboursement des assurances constitutif d'un actif de 10 millions d'euros.

## **Note 15**      **Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe**

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2010, le Groupe Rallye détient 48,58 % du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 60,78 % des droits de vote.

Le groupe Casino bénéficie du conseil de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2009 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le Groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2009 pour un montant total de 142 millions d'euros payés en numéraire.

## **Note 16**      **Evènements postérieurs à la clôture**

- Avenant au contrat de partenariat entre GPA et Casas Bahia

Le 1<sup>er</sup> juillet 2010, un avenant au contrat de partenariat a été signé entre GPA et Casas Bahia. Cet avenant révisé certains termes, sans modifier les principes généraux de l'accord signé entre les deux parties en

décembre 2009 (voir note 2.2).

- Accord de partenariat entre Casino et Groupe Crédit Mutuel-CIC

Le 27 juillet 2010, le Groupe Casino a annoncé la signature d'un partenariat de long terme dans les produits et services financiers en France avec le Groupe Crédit Mutuel-CIC au travers de sa filiale Banque Casino.

Ce partenariat se traduira par la montée au capital du Groupe Crédit Mutuel-CIC dans Banque Casino à hauteur de 50%. Banque Casino est aujourd'hui détenue à 60% par Casino et à 40% par LaSer Cofinoga. Casino a exercé l'option d'achat dont il dispose sur les titres détenus par LaSer Cofinoga. Ces titres, ainsi que 10% du capital de Banque Casino détenus aujourd'hui par Casino, seront vendus au Crédit Mutuel. La réalisation de l'opération devrait intervenir dans les prochains 18 mois.

Ce projet est soumis à l'approbation des autorités réglementaires compétentes.

## **Attestation du Responsable du rapport financier semestriel**

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2010

Jean-Charles NAOURI  
Président-Directeur général

# Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

---

**ERNST & YOUNG ET AUTRES**

Tour Part Dieu  
129 rue Servient  
69326 LYON CEDEX 03

**DELOITTE & ASSOCIES**

185 avenue Charles de Gaulle  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

## **CASINO, GUICHARD-PERRACHON**

Société Anonyme

1 Esplanade de France  
42000 SAINT-ETIENNE

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1er janvier au 30 juin 2010

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3.1 qui expose les changements de méthodes comptables relatifs aux nouvelles normes et interprétations que le Groupe a appliqué à compter du 1er janvier 2010.

## **II. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, Neuilly-sur-Seine et Villeurbanne, le 29 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes

**ERNST & YOUNG ET AUTRES**

**DELOITTE & ASSOCIES**

Daniel MARY-DAUPHIN

Sylvain LAURIA

Antoine de RIEDMATTEN

Alain DESCOINS